

Date 30/X/2013
..... Charles Rounz
DEPUTY CLERK
SOUS-GREFFIER

The Honourable David Tkachuk
The Senate of Canada
Room 401, Victoria Building
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

May 16, 2013

I write to you today with some concerns around the decisions of the Committee of Internal Economy and the Subcommittee on Living Allowances regarding my primary residence.

As is well documented, I co-operated fully with Deloitte, LLP, providing them with the four items needed to establish primary residency according to Senate policy. As you know, the Standing Committee uses four (4) indicators to determine whether senators have met the primary residency test. Item 5.2.1 and Table 4 of the Deloitte report clearly show that I have met these four indicators -- my driver's license, health card, income tax returns and voting information.

Despite meeting Deloitte's primary residence criteria and co-operating fully and completely, the Senate committee on Internal Economy tabled a report in the Senate Chamber on May 9, in which I am asked to reimburse the housing allowance. This is quite surprising as Deloitte has found no improprieties, no misuse of funds, and no intent to skirt the rules in any way on my part.

Where rules have been broken, it is right and proper that reimbursements are made. When a senator follows the rules, and is found to have done so by an outside audit, yet is asked to reimburse, something, clearly is amiss.

To help Canadians understand the decision making process of their Senate, I invite the Committee to hold an open meeting, in which the following questions can be addressed:

1. By what process did the Committee come to its conclusion regarding my primary residence?
2. In precisely which section of the policy does it state the percentage of time at which a senator must be at, or be seen by the media at, his/her primary residence? Is this a new indicator that you have just recently developed?
3. Why has the Committee come to a different conclusion than Deloitte regarding my primary residence in Maniwaki? This is a particularly interesting move for the Committee as Deloitte made their determination according to Senate policy. Deloitte did not impose

a new definition of primary residency upon the Committee. They referred directly to your very own policy.

4. If the Senate has decided to change its rules regarding secondary housing, why are they punishing senators who followed the rules as they were at the time? To what extent is it ethical to change rules and mete out punishments retroactively based upon these new rules?
5. Has the Senate decided to change the rules regarding the number of kilometers away from Parliament a senator must live in order to be eligible for the secondary housing allowance? If that is the case, those of us who have been abiding by Senate policy and wish to continue so doing, should be informed of this new kilometer limit.

Moving forward, Canadians deserve a Senate in which there are clearly established policies that are enforced equally among all senators. The Senate is entitled to update and revise their rules. But it is highly questionable to enact a new housing policy and suddenly declare those who were compliant with the policy as it was to now be non-compliant.

Having an open and transparent airing of these issues would serve the Senate well. Rather than conducting meetings in secret, it would do well to demonstrate its fairness by publicly disclosing its decision making process. For my part I have in no way attempted to deceive this institution by claiming ineligible expenses. I fully and completely co-operated with the outside auditors. When people have nothing to hide, they do not attempt to hide. Likewise, I would encourage all Honourable senators to demand accountability and transparency beginning with an open meeting into these issues.

Sincerely,
Senator Patrick Brazeau

c.c.: Hon. Elizabeth Marshall, Chair of the Subcommittee on Living Allowances
Hon. Gerald Comeau
Hon. Larry Campbell
Hon. George J. Furey
Hon. Carolyn Stewart-Olsen
Gary W. O'Brien, Clerk of the Senate
Jill Anne Joseph, Director of Internal Audit
Michel Patrice, Deputy Law Clerk and Parliamentary Counsel

TABLED DÉPOSÉ
in Senate au Sénat

Le 16 mai 2013

L'honorable David Tkachuk
Le Sénat du Canada
Pièce 401
Édifice Victoria
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Date 30/4/2013
..... Charles Fong
DEPUTY CLERK
SOUS-GREFFIER

Monsieur,

Je vous écris aujourd'hui pour vous exprimer mes préoccupations au sujet des décisions du Comité de régie interne et du Sous-comité sur l'indemnité de subsistance en ce qui concerne ma résidence principale.

Comme cela est bien documenté, j'ai coopéré pleinement avec Deloitte, s.r.l., en lui fournissant les quatre articles qui étaient à l'établissement de ma résidence principale conformément à la politique du Sénat. Comme vous le savez, le Comité permanent utilise quatre (4) indicateurs pour déterminer si les sénateurs satisfont au critère de résidence principale. Le point 5.2.1 et le tableau 4 du rapport de Deloitte montrent clairement que je respecte ces quatre indicateurs : mon permis de conduire, ma carte d'assurance-maladie, mes déclarations de revenus et mes renseignements concernant le scrutin.

Quoique je réponde aux critères de résidence principale de Deloitte et que j'ai coopéré pleinement et entièrement avec cet organisme, le 9 mai, le Comité sénatorial de la régie interne a présenté au Sénat un rapport dans lequel on me demande de rembourser mes allocations de logement. C'est quand même assez surprenant, puisque Deloitte n'a pas trouvé d'irrégularités, de détournement de fonds ni d'intention de ma part de contourner le règlement en vigueur.

Si un sénateur a dérogé aux règles, il convient qu'il rembourse les sommes qu'il a perçues en trop. Cependant, quand un sénateur respecte les règles et que les auteurs d'une vérification externe jugent qu'il les a respectées, mais qu'on lui demande de rembourser des sommes, il est clair que quelque chose cloche.

J'invite donc le Comité, pour aider les Canadiens à comprendre les motifs de la décision de leur Sénat, à tenir une assemblée publique au cours de laquelle ceux-ci pourront poser les questions suivantes :

1. Quel processus le Comité a-t-il suivi pour formuler sa conclusion au sujet de ma résidence principale?
2. Quelle section de l'énoncé des politiques indique précisément le pourcentage de temps pendant lequel un sénateur doit se trouver à sa résidence principale ou y être vu par les médias? S'agit-il d'un nouvel indicateur que vous avez récemment adopté?
3. Pourquoi le Comité a-t-il tiré une conclusion différente de celle de Deloitte en ce qui concerne ma résidence principale, à Maniwaki? Cette décision du Comité est fort intéressante, puisque Deloitte a rendu sa décision conformément à la politique du Sénat.

Deloitte n'imposait pas au Comité de nouvelle définition de la résidence principale, mais renvoyait plutôt directement à votre propre politique.

4. Si le Sénat a décidé de changer ses règles concernant les résidences secondaires, pourquoi punit-il les sénateurs qui ont respecté les règles en place à l'époque? Dans quelle mesure est-ce conforme aux principes éthiques de modifier les règles et d'infliger des sanctions rétroactivement en se fondant sur les nouvelles règles?
5. Le Sénat a-t-il décidé de réviser les règles sur le nombre de kilomètres du Parlement dont la résidence d'un sénateur doit être éloignée pour que celui-ci soit admissible aux allocations de résidence secondaire? Si tel est le cas, ceux d'entre nous qui ont toujours respecté la politique du Sénat et qui veulent continuer de le faire devraient être informés de cette nouvelle limite du nombre de kilomètres.

À l'avenir, les Canadiens méritent un Sénat dans lequel on applique également à tous les sénateurs des politiques clairement établies. Le Sénat a le droit d'actualiser et de réviser ses règlements. Néanmoins, il est très contestable d'adopter une nouvelle politique en matière de résidence et de déclarer soudainement que ceux qui respectaient la politique ne la respectent plus.

Un examen ouvert et transparent de ces questions servirait bien le Sénat. Plutôt que de tenir des réunions secrètes, celui-ci ferait bien de démontrer son impartialité en divulguant publiquement son processus décisionnel. Pour ma part, je n'ai en aucune façon tenté d'induire cette institution en erreur en réclamant des dépenses non admissibles. J'ai coopéré pleinement et entièrement avec les vérificateurs externes. Si les gens n'ont rien à cacher, ils ne tentent pas de le faire. Par ailleurs, j'encourage les honorables sénateurs à exiger reddition de comptes et transparence, en commençant par la tenue d'une réunion publique permettant d'examiner ces questions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Patrick Brazeau, sénateur

c.c. Hon. Elizabeth Marshall, présidente du Sous-comité sur l'indemnité de subsistance
Hon. Gérald Comeau
Hon. Larry Campbell
Hon. George J. Furey
Hon. Carolyn Stewart-Olsen
Gary W. O'Brien, greffier du Sénat
Jill Anne Joseph, directrice de la Vérification interne
Michel Patrice, légiste adjoint et conseiller parlementaire